



Solidarité

avec les faucheuses et faucheurs
d'OGM de Bretagne

Pour la biodiversité
cultivée et sauvage
et une démocratie
vivante.

L'érosion de la biodiversité cultivée et sauvage en Bretagne comme ailleurs est un sujet grave. Le débat sur les OGMs, leurs disséminations et leurs importations, concerne toute la population de la Bretagne, celle qui vote comme celle qui s'abstient.

En France et en Europe, l'action des faucheuses et faucheurs d'OGM a été décisive pour sensibiliser l'opinion publique et faire avancer le débat public sur les menaces que font peser les OGM sur la biodiversité.

En Bretagne, leur demande de rencontre formulée à plusieurs reprises depuis décembre 2019 auprès des élus de la Région s'inscrivait dans cette même volonté d'ouvrir un débat démocratique sur le sujet; sachant que le soutien financier de la Région à l'importation de soja OGM qui contribue à l'accélération de la déforestation de l'Amazonie mise en œuvre par le gouvernement de Jair Bolsonaro questionnait la cohérence et la portée des politiques publiques en matière de biodiversité.

Devant le refus du président du Conseil régional et du vice-président en charge de l'agriculture de les rencontrer, et faute de pouvoir assister à la séance du Conseil du 10 juillet sur le thème de « la préservation et la valorisation de la biodiversité », un groupe de faucheuses et faucheurs volontaires a donc mené une action de désobéissance civile pour ouvrir les portes du conseil pendant cette séance.

La peur ressentie par certain.e.s. élu.e.s a suscité une émotion disproportionnée qui est allée jusqu'à traiter, et laisser traiter, des citoyen.ne.s responsables et non-violent.e.s de « khmer vert » alors qu'ils ne faisaient que rappeler que le Conseil régional ne peut pas rester une enceinte fermée à la diversité de la population.

Sans les faucheuses et faucheurs volontaires, les délibérations de l'assemblée régionale contre les OGM n'auraient été que des vœux pieux de même que, sans les militants de ZAD, la zone humide de Notre-Dame-des-Landes serait bétonnée depuis longtemps.

La biodiversité écologique et la vie démocratique respireront et s'épanouiront en Bretagne :

- Quand tous les journalistes pourront faire leur travail d'enquête sur les scandales sanitaires engendrés par l'agro-industrie sans être entravés et confrontés à la violence d'intimidations inacceptables.
- Quand les faucheuses et faucheurs d'OGM, au lieu d'être méprisés, stigmatisés et criminalisés seront reçus et entendus par les élus comme des acteurs majeurs de la préservation et la valorisation de la biodiversité.
- Quand tous les intérêts en jeu seront rendus apparents, formulés et débattus, et plus étouffés sous des formules creuses comme celles de la « transition écologique » et de l'« agriculture durable »

Depuis longtemps, dans l'alimentation, dans l'éducation, la recherche, la culture et la santé, il existe des milliers de professionnels qui assument leur métier au regard de la gravité de la crise écologique et n'ont pas attendu ni des opportunités de marché ni des médailles pour assumer leurs responsabilités d'êtres humains. Solidaires des faucheuses et faucheurs, ils n'ont plus rien à attendre de politiques qui refusent de sanctionner des pollueurs, qui étouffent l'engagement militant et qui accompagnent la privatisation des services publics.

La noblesse de la politique, quand on se dit démocrate, c'est précisément de donner corps au débat des idées et des faits, pas de criminaliser ni de mépriser les engagements de ceux qui ont le souci de l'intérêt général.

L'assemblée régionale doit être une assemblée ouverte à des débats difficiles et à des réalités tragiques, pas une assemblée repliée sur elle-même, et encore moins sur des peurs pour éviter d'avoir à trancher.

Le 11 août 2020

